



L'administration Bush et les médias américains blâment la Syrie pour l'assassinat de Gemayel

Par [Patrick Martin](#)

Mondialisation.ca, 24 novembre 2006

[WSWS](#) 24 novembre 2006

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Les enquêteurs d'un meurtre ne commencent pas leur travail en placardant sur tous les murs des hypothèses non fondées, mais plutôt en amassant méthodiquement et sérieusement toutes les preuves physiques et circonstanciées. Une liste des suspects est faite qui énumère les motifs possibles qu'aurait chacun d'entre eux de commettre le crime.

Une telle approche systématique est spécialement requise dans le cas du meurtre d'une personnalité politique importante, où un « crime passionnel » ou un accident peuvent être exclus et que la voie la plus claire pour déterminer la responsabilité du crime est la question : qui profite de l'élimination de cette personne ?

Dans le cas de l'assassinat du ministre libanais Pierre Gemayel toutefois, l'administration bush et ses alliés dans les médias américains ne pas procéder ainsi. Avant que la moindre preuve n'ait été amassée, presque avant que le corps soit refroidi, le gouvernement américain et ses serviteurs dans les médias ont commencé à affirmer que l'assassinat était un complot syrien.

La férocité de cette réponse devrait en elle-même susciter des questionnements. Un autre programme est à l'œuvre. Ou pire, la clameur qui s'élève pour blâmer la Syrie, sans preuve et sans tentative de corroboration, représente un processus prémédité, préparé avant l'acte, ce qui laisse suggérer que certains avaient connaissance de l'événement en préparation.

Il est d'une importance capitale que l'assassinat de Gemayel prend place à un instant charnière du conflit interne au sein de l'Etat américain. Une bataille rangée prend place au sein de l'élite dirigeante américaine sur la question des relations avec la Syrie et l'Iran, dans une tentative de sauver ce qui peut l'être de la débâcle de la conquête américaine de l'Irak et de l'occupation qui l'a suivie.

On sait que le Groupe d'étude sur l'Irak, le comité bipartisan établi par le Congrès pour revoir la politique américaine en Irak et que Bush n'a accepté qu'avec réticence, considère la proposition que le gouvernement américain entreprenne des pourparlers avec l'Iran et la Syrie. Des sections de l'administration Bush, et particulièrement les néo-conservateurs étroitement liés avec la politique étrangère israélienne, ont commencé une attaque préventive contre cette proposition en préparation.

Près de trois semaines avant le meurtre, le 2 novembre, l'administration Bush a émis un avertissement hystérique sur des plans par l'Iran, la Syrie et le Hezbollah pour prendre le

pouvoir au Liban. Sans offrir le moindre élément factuel, la Maison-Blanche déclarait que le gouvernement américain était « de plus en plus inquiet par l'augmentation du nombre des preuves que les gouvernements syrien et iranien, le Hezbollah et leurs alliés libanais préparaient des plans pour renverser le gouvernement libanais démocratiquement élu.

Depuis ce temps, il y a un flux d'informations constant dans les médias américains sur de soi-disant conspirations syrien et qui a atteint un sommet avec l'éditorial du *Wall Street Journal* de mercredi, publié à peine 24 heures après la mort de Gemayel. L'éditorial écrivait que la Syrie était responsable et appelait le Groupe d'étude sur l'Irak à reconsidérer ses plans de recommander à l'administration Bush qu'elle entreprenne des pourparlers avec Damas.

Comment la Syrie en bénéficie-t-elle ?

Pourquoi la Syrie ordonnerait-elle le meurtre du ministre libanais de l'Industrie? Au contraire de l'ancien premier ministre Rafik Hariri tué en 2005, Gemayel n'était pas une personnalité éminente de la soi-disant faction « anti-syrienne » de l'élite dirigeante libanaise. Très clairement, il était une personnalité mineure, célèbre simplement à cause de son nom.

Le grand-père de Gemayel qui portait le même que lui a été le fondateur des Phalanges, une organisation chrétienne créée à l'exemple des chemises brunes nazies. Son oncle Bashir et son père Amin ont été tous deux présidents du Liban. Amin Gemayel dirige toujours ce qui reste des Phalanges, un groupe aujourd'hui entièrement discrédité pour avoir collaboré à la fois avec la Syrie et Israël à différents moments de la guerre civile libanaise.

Les Phalanges ont été bien connues pour leur attitude arrogante et dictatoriale envers quiconque ne faisait pas partie de la secte des maronites de laquelle elles ont émergé, que ce soit envers des chrétiens non maronites ou envers les différentes organisations musulmanes. Son acte le plus sanglant a été réalisé en 1982, lors de l'invasion israélienne du Liban, où des miliciens membres des Phalanges ont massacré des Palestiniens du camp de réfugiés de Sabra et Chatila, avec la permission et l'aide de l'armée israélienne (un crime pour lequel Ariel Sharon a perdu le poste de ministre de la Défense).

Pierre Gemayel est tombé sous les balles d'armes automatiques lundi à Beyrouth. Les assassinats précédents de personnalités anti-syriennes au Liban ont été réalisés par des bombes placées sous des véhicules que l'on fait exploser à distance, une méthode demandant un certain niveau de sophistication technique. L'assassinat de Gemayel a été fait en plein jour par ses assaillants qui clairement connaissaient la victime, puisqu'ils l'ont criblé de balles, mais n'ont pas touché à son chauffeur.

S'ils avaient été capturés — certainement un risque dans une ville très armée comme l'est Beyrouth —, le commanditaire du crime aurait pu facilement être établi. Si le régime syrien était responsable, alors il a couru l'énorme risque de voir la piste du crime remonté jusqu'à Damas et d'offrir un prétexte pour une intervention militaire de l'étranger, par les Etats-Unis, par Israël, par le Conseil de sécurité de l'ONU ou une combinaison de ses forces.

L'assassinat ne pas sensé du point de vue des intérêts du président syrien Bashar Assad. La position internationale de la Syrie devenait clairement plus favorable, alors que les relations avec l'Irak se rétablissaient et avec une proposition pour un sommet tripartite de l'Irak, de l'Iran et de la Syrie pour discuter des questions soulevées par l'insurrection actuelle contre l'occupation américaine. Le jour de la mort de Gemayel, le ministre syrien des Affaires

étrangères était reçu à Bagdad pour la première fois en vingt ans.

De plus, Assad entrevoit la possibilité d'une approche diplomatique imminente de la part des États-Unis, pour la première fois depuis que l'ambassadeur américain a été retiré de Damas après l'assassinat de Hariri. L'ancien secrétaire d'État James Baker, le président du Groupe d'étude sur l'Irak, a déjà eu une longue rencontre face à face avec des diplomates syriens, montrant ainsi que la politique américaine visant à isoler la Syrie se décompose.

James Steinberg, ancien conseiller adjoint à la sécurité nationale sous l'administration Clinton, a déclaré à l'*International Herald Tribune* « qu'il y a tellement de candidats potentiels qui auraient pu jouer un rôle », à part la Syrie. « Si l'on considère cela rationnellement, ça va plutôt bien pour les Syriens présentement, alors pourquoi feraient-ils quelque chose du genre ? » a-t-il demandé.

Une analyse dans le journal israélien *Ha'aretz* reconnaissait que la « pure logique politique et diplomatique peut difficilement en arriver à l'implication de Damas dans l'assassinat. La journée où Gemayel a été tué, la Syrie remportait l'une de ses victoires diplomatiques les plus significatives depuis sa défaite au Liban en avril 2005 : le renouvellement des relations diplomatiques complètes avec l'Irak. La Syrie est aussi en voie d'obtenir l'approbation semi-officielle de Washington pour calmer la situation en Irak. »

La crise à l'intérieur du Liban

En termes de son impact politique au Liban, l'assassinat de Gemayel survient au début d'une campagne par l'allié de la Syrie, l'organisation chiite du Hezbollah, pour forcer une redistribution du pouvoir politique en faveur des partis chiites. Quelques jours seulement avant le meurtre, cinq membres chiites avaient quitté le gouvernement et le chef du Hezbollah, le cheik Hassan Nasrallah, avait annoncé une campagne de démonstrations de masse pour faire pression sur le gouvernement afin d'en arriver à une entente pour une plus grande représentation chiite.

Dans son discours du 18 novembre, Nasrallah a exigé du premier ministre Fouad Siniora qu'il quitte son poste en faveur d'un gouvernement national unifié qui donnerait plus de représentation au Hezbollah et à un autre parti chiite, Amal, ou qu'il tienne des élections parlementaires anticipées. Il a insisté sur le fait que le Hezbollah allait organiser des manifestations de protestations pacifiques et s'est opposé à toute tentative de vouloir régler la crise politique par la force. « Personne ne lève les armes », a-t-il dit à ses partisans. « Personne ne prépare un coup d'État ni une révolution populaire. »

Beaucoup croyaient que l'appel de Nasrallah allait provoquer d'énormes manifestations au sud de Beyrouth et dans d'autres régions chiites. Comme l'a fait remarquer le *Los Angeles Times*, l'assassinat de Gemayel a miné cette campagne : « Sa colère nourrie par la mort de Gemayel, le bloc anti-syrien pourrait bien s'attaquer au Hezbollah dans les rues. La coalition a demandé aux personnes en deuil de se présenter en grand nombre aux funérailles de Gemayel jeudi. La procession sera donc en même temps une manifestation politique lourde de sens. »

Dans ces circonstances, il est tout à fait possible que le motif de l'assassinat de Gemayel fût d'affaiblir la position internationale soudainement améliorée de la Syrie et de renverser les gains obtenus par le Hezbollah dans la politique interne libanaise. Dans ce cas, les soupçons se porteraient non pas sur la Syrie, mais sur ses ennemis, en particulier Israël et les États-

Unis.

Deux autres facteurs viennent appuyer ce soupçon. L'assassinat de Gemayel a coïncidé avec la publication d'un rapport des Nations unies sur l'utilisation par Israël de bombes à fragmentation au Liban durant la guerre de l'été dernier qui a duré environ un mois. Les enquêteurs de l'ONU ont découvert qu'Israël avait employé « une force excessive, systématique et disproportionnée, à répétition », qui constituait « une violation flagrante » du droit international.

Quelque 90 pour cent des bombes à fragmentation utilisées par Israël – ils contiennent des millions de petits explosifs qui continuent de blesser et de tuer et rendent presque tout le sud Liban inhabitable – ont été lancées durant les trois derniers jours de la guerre, alors que le cessez-le-feu et le retrait d'Israël étaient sur le point de se réaliser suivant la conclusion des derniers détails.

Selon le rapport, « ces armes ont été utilisées délibérément afin de transformer de larges zones agricole fertiles en “zones interdites” pour la population civile. » De plus, le rapport rejette la prétention d'Israël qu'en bombardant les ponts, les routes, les centres d'énergies et d'autres sites, il visait les combattants du Hezbollah. Les enquêteurs de l'ONU disent plutôt « être convaincus que les dommages infligés aux infrastructures l'ont été dans un but de destruction ».

Cependant, l'assassinat de Gemayel a remplacé ce rapport de l'ONU de la une des journaux. Les nouvelles télévisées ont préféré montrer la voiture criblée de balles dans Beyrouth, plutôt que de souligner les conclusions du rapport produit par cet organisme international faisant autorité qu'Israël était coupable de crime de guerre et de « châtiments collectifs » contre le peuple libanais.

L'ambassadeur d'Israël à l'ONU, Dan Gillerman, a accusé la Syrie pour l'assassinat de Gemayel – sans pour autant offrir une preuve soutenant cette accusation. Son homologue syrien, Bashar al-Jafaari, a nié toute responsabilité et noté qu'Israël était lui-même un « bénéficiaire » du crime. Israël, il n'y que deux jours, le vendredi, a été condamné par l'Assemblée générale de l'ONU pour des crimes dans Gaza. Il y avait une voix internationale unanime pour condamner le terrorisme commis par Israël dans les territoires occupés. C'est pour cela, que le bras assassin d'Israël a intérêt à jeter la lumière sur quelqu'un d'autre. »

Il y a une dernière « coïncidence » à noter. Le jour après l'assassinat de Gemayel dans Beyrouth, une autre personnalité politique importante au Moyen-Orient était la cible d'une tentative d'assassinat, bien que moins publicisé. Une bombe a explosé sous un véhicule SUV blindé dans le cortège d'automobiles du président du Parlement irakien, Mahmoud al-Mashhadani. L'enquête a découvert une autre bombe beaucoup plus puissante sur une autre voiture du cortège, mais dont le détonateur n'avait pas encore été actionné.

L'incident était inhabituel puisque la voiture de Mashhadani était située dans la Zone Verte, la section du centre de Bagdad contrôlée par les Etats-Unis que les troupes américaines maintiennent sous haute sécurité. Comment une bombe peut-elle être installée sous quelque voiture que ce soit dans la Zone Verte sans que les forces de sécurité américaines ne soient au courant ? Étant donné les opinions politiques de Mashhadani — il est un nationaliste sunnite strident, qui a condamné l'occupation américaine pour être « un travail de boucher », et dénoncé avec véhémence l'attaque israélienne contre le Liban — il est inévitable de soupçonner que la bombe a été l'œuvre des forces de renseignements

américains ou d'agences alliées qui cherchent à envoyer un message à une personnalité politique irakienne particulièrement dérangeante.

Il est bien possible, qu'étant donné la nature secrète des méthodes criminelles d'assassinat politique, qu'il soit impossible de définitivement savoir qui en est responsable. Il est possible, bien que peu probable, que la Syrie, ou peut être une faction voyou des services de renseignement syrien, ait ordonné l'assassinat de Pierre Gemayel. Il est possible et fort probable, que les forces de renseignements américaines ou israéliennes aient joué le rôle principal. Ou encore une autre agence : l'Iran, une faction chrétienne libanaise ou des éléments au sein des Phalanges même qui aurait des différends avec le clan Gemayel.

Une chose est certaine cependant. Le meurtre de Gemayel a été utilisé par l'administration Bush, les médias américains et l'État d'Israël pour leur propres fins, de faire pencher l'opinion publique aux Etats-Unis en faveur d'une action militaire contre la Syrie.

Article original anglais paru le 23 novembre 2006, [WSWS](#)

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Patrick Martin](#), [WSWS](#), 2006

Articles Par : [Patrick Martin](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca